

BURKINA FASO
Unité Progrès Justice

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES
Secrétariat Général

Institut National de la Statistique et de la Démographie



**REPERTOIRE STATISTIQUE
DES ENTREPRISES
(RSE)**

2010

**Direction des Statistiques et des Synthèses Économiques
Service des Statistiques de Production**

Sommaire

Sommaire	1
Liste des tableaux.....	2
Liste des graphiques	2
Liste des sigles et abréviations.....	3
Avant propos.....	4
Aperçu du répertoire statistique des entreprises	5
Introduction.....	8
1. Entreprises actives	9
2. Répartition spatiale des entreprises formelles.....	9
3. Statut juridique	11
4. Emplois dans les entreprises.....	12
5. Activités économiques	14
6. Poids des entreprises et secteurs d'activités	14
7. Top 20 des entreprises en termes de chiffre d'affaires.....	16
8. Top 20 des entreprises en termes d'employés	17
9. Dynamique de création d'entreprises	18
Conclusion.....	20
Annexe 1 : Concepts et définitions.....	21
Annexe 2 : Branches d'activités de la NAEMA	23

Liste des tableaux

Tableau 1 : Répartition spatiale des entreprises formelles	10
Tableau 2 : Répartition des entreprises par statut juridique	11
Tableau 3 : Répartition des entreprises par branches d'activités	14
Tableau 4 : Chiffre d'affaires moyen par branche d'activités (en millions)	15
Tableau 5 : Top 20 des entreprises en termes de chiffre d'affaires	16
Tableau 6 : Top 20 des entreprises en termes d'employés	17
Tableau 7 :Evolutions comparées du nombre d'entreprises créées et des déclarations d'activités.....	18
Tableau 8: Branches d'activités de la nomenclature des activités des Etats membres d'AFRISTAT (NAEMA)	23

Liste des graphiques

Graphique 1 : Evolution du nombre d'entreprises actives	9
Graphique 2 : Répartition spatiale des entreprises formelles	10
Graphique 3 : Répartition des entreprises par statut juridique en 2009 et 2010	12
Graphique 4 : Répartition des entreprises selon les classes des effectifs d'employés	12
Graphique 5 : Répartition des entreprises par chiffre d'affaires (%)	15

Liste des sigles et abréviations

AFRISTAT :	Observatoire économique et statistique d'Afrique subsaharienne
CCI-BF :	Chambre de commerce et d'industrie du Burkina Faso
CEFORE :	Centre de formalités des entreprises
CNSS :	Caisse nationale de sécurité sociale
DGI :	Direction générale des impôts
IFU :	Identifiant financier unique
INSD :	Institut national de la statistique et de la démographie
NAEMA :	Nomenclature d'activités des Etats membres d'AFRISTAT
PP :	Personne physique
RCCM :	Registre du commerce et du crédit mobilier
RSE :	Répertoire statistique des entreprises
SA :	Société anonyme
SARL :	Société anonyme à responsabilité limitée
SC :	Société commerciale
SCA :	Société en commandite par actions
SCADD :	Stratégie de croissance accélérée et de développement durable
SCS :	Société en commandite simple
SEM :	Société d'économie mixte
SP :	Société privée
TCO :	Tribunal du commerce de Ouagadougou

Avant propos

L'Institut national de la statistique et de la démographie (INSD), une fois de plus, à la disposition des utilisateurs, la troisième édition du rapport d'analyse sur les entreprises formelles exerçant une activité économique sur le territoire burkinabè. Cette analyse concerne les données des entreprises pour l'année 2010 qui ont été mises à jour dans le répertoire statistique des entreprises.

Troisième rapport du genre, ce rapport est élaboré à la suite de celui de 2009 et présente les informations sur la structure et la démographie du monde de l'entreprise au Burkina Faso. Les unités concernées sont les entreprises actives officiellement enregistrées auprès des services administratifs en charge des questions de la création et du suivi de l'entreprise.

Il présente ainsi de façon succincte la répartition des entreprises selon la branche d'activité, la forme juridique, etc. Il fait également un aperçu des emplois dans les entreprises avant de proposer un classement des unités économiques formelles selon des critères bien définis.

Nous espérons que la présente publication, riche en informations économiques constituera un précieux document de travail pour les utilisateurs (décideurs politiques, responsables d'entreprises, investisseurs, chercheurs, étudiants, etc.).

L'Institut profite de l'occasion pour témoigner sa gratitude aux structures partenaires pour leur franche collaboration qui a permis la mise sur pied du RSE. Nous souhaiterions voir cette coopération se renforcer afin d'assurer la pérennisation de cet important outil d'aide à la décision. Notre reconnaissance va également à l'endroit de la Coopération suédoise à travers le projet de coopération INSD/SCB et les autres partenaires sectoriels pour leurs appuis multiformes.

L'INSD sait pouvoir compter par ailleurs sur la collaboration des chefs d'entreprises et des structures en charge des formalités des entreprises pour la fourniture des informations utiles à la mise à jour régulière de ce précieux outil qui permet de disposer de bases de sondage fiables sur les entreprises et d'informations économiques actualisées sur le monde des affaires.

L'Institut reste à votre entière disposition pour toutes critiques et suggestions pouvant l'aider à améliorer les éditions futures.

Le Directeur Général

Pr. Banza BAYA

Chevalier de l'Ordre des Palmes académiques

Aperçu du répertoire statistique des entreprises

Le Répertoire Statistique des Entreprises (RSE) est une base de données dynamique qui répertorie toutes les entreprises formelles (unités légales) ainsi que leurs établissements (unités locales) exerçant une activité au sein de l'économie nationale. Il enregistre des informations permettant d'identifier administrativement, de localiser géographiquement, et de contacter l'unité économique pour d'éventuelles sollicitations statistiques et de la classer suivant un critère bien défini.

L'objectif principal du RSE est de fournir des informations fiables et à jour sur la structure et la démographie de toutes les entreprises formelles (et leurs établissements) exerçant une activité au sein de l'économie nationale. De manière spécifique, ce répertoire vise à :

- ✓ répertorier les entreprises formelles (et leurs établissements) dans leur exhaustivité;
- ✓ renseigner pour chaque entreprise/établissement son poids économique, ses activités, sa localisation, etc.
- ✓ assurer la mise à jour des informations pour suivre la démographie des entreprises.

Le RSE est utile pour :

- ✓ la conduite d'enquêtes statistiques par sondage auprès des entreprises ;
- ✓ l'analyse statistique de la population des entreprises et de sa démographie ;
- ✓ le suivi des performances du secteur privé ;
- ✓ la diffusion d'informations fiables sur les entreprises pour les besoins des utilisateurs ;
- ✓ les études de marché (recherche de partenaires exerçant dans une branche donnée, connaissance de la structure de l'économie nationale, mesure de la contribution des entreprises à l'emploi, etc.).

Champ de couverture

Le RSE enregistre toutes les unités légales (ou formelles) du Burkina Faso exerçant une activité économique sur le territoire national.

On entend par « entreprise formelle » toute entreprise déclarée à la Direction générale des impôts (DGI) c'est-à-dire disposant d'un numéro d'Identifiant Financier Unique (IFU). Ainsi, la variable d'identification de l'entreprise dans le RSE est le numéro IFU.

Sources

Plusieurs sources administratives ont été consultées pour la mise en place du RSE. Pour l'heure, les données proviennent principalement des déclarations statistiques et fiscales (DSF) obtenues auprès de la DGI. Cependant, un projet de protocole d'échanges de données avec certaines structures administratives est en cours d'élaboration pour obtenir le maximum d'informations pour la mise à jour du RSE. Les structures concernées par ledit protocole sont la CCI-BF, la DGI, la CNSS, le CEFORE, le TCO.

Les principales variables du RSE

Au niveau de l'unité légale :

- ✓ le numéro d'identification de l'entreprise à la DGI ;
- ✓ le numéro d'identification à la sécurité sociale ;
- ✓ le numéro d'identification au RCCM ;
- ✓ le capital social ;
- ✓ le statut juridique ;
- ✓ la raison sociale ;
- ✓ le sigle ;
- ✓ le site web ;

Au niveau de l'entreprise active :

- ✓ le numéro d'identification attribué par l'INSD à l'entreprise ;
- ✓ le nombre d'employés ;
- ✓ l'activité de l'entreprise ;
- ✓ le nombre d'établissements ;
- ✓ le chiffre d'affaires ;
- ✓ l'année du chiffre d'affaires.

Au niveau de l'unité locale :

- ✓ le numéro d'identification attribué par l'INSD à l'établissement ;
- ✓ l'adresse mail ;
- ✓ le nombre d'employés dans l'établissement ;
- ✓ le fax ;
- ✓ l'adressage ;
- ✓ le nom de l'établissement ;
- ✓ le téléphone ;
- ✓ la localité.

Introduction

La stratégie de croissance accélérée et de développement durable (SCADD) est depuis 2011 le nouveau référentiel en matière de politique de développement au Burkina Faso. Elle s'appuie sur les enseignements tirés de la mise en œuvre du CSLP (Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté), cadre de référence de la décennie passée, pour bâtir une économie « productive qui accélère la croissance, augmente le niveau de vie, améliore et préserve le cadre et le milieu de vie, au moyen d'une gouvernance avisée et performante »¹. Un des axes stratégiques de la SCADD qui est de « développer les piliers de la croissance accélérée » repose sur la dynamique du secteur privé et sa capacité à impulser le développement des secteurs prioritaires tels que l'agriculture, les mines, etc.

Dans cette dynamique de faire un état des lieux du tissu entrepreneurial au Burkina Faso afin d'accompagner la mise en œuvre de la SCADD, cette analyse se focalise sur les entreprises formelles enregistrées dans le répertoire statistique des entreprises (RSE) pour l'année 2010.

L'année 2010 confirme le développement des activités extractives amorcées depuis 2008. En effet ces entreprises sont celles qui génèrent les plus importants chiffres d'affaires en 2010.

Cependant, tout comme les années antérieures, le paysage économique reste très peu diversifié avec une prépondérance des entreprises commerciales et très peu déconcentré car 90% des entreprises sont localisées à Ouagadougou et Bobo Dioulasso.

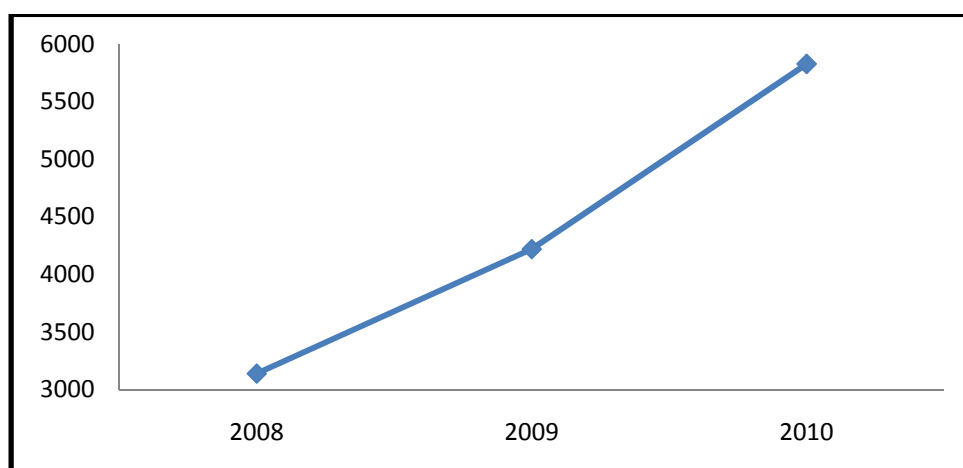
¹ Voir SCADD, 2011-2015, Burkina Faso

1. Entreprises actives

En 2010, le répertoire statistique des entreprises (RSE) contient 5826 entités légales actives. Il s'agit des entreprises qui exercent légalement leurs activités économiques et qui ont élaboré et déposé leurs déclarations statistiques et fiscales (DSF) à la Direction générale des impôts (DGI). Ce nombre s'est accru de 38% comparé à celui de 2009. Le nombre de plus en plus élevé d'entreprises formelles s'explique, non seulement par la création des nouvelles entreprises formelles, mais aussi par la formalisation d'entreprises existantes et la mise à jour des numéros IFU des entreprises pour l'année 2009.

Le RSE étant à un stade de répertoire minimal, les établissements ou unités économiques locales ne sont pas encore totalement mis en relation avec les unités entreprises qui les sous tendent.

Graphique 1 : Evolution du nombre d'entreprises actives



Source : RSE

2. Répartition spatiale des entreprises formelles

Au Burkina Faso, la région du Centre, particulièrement la ville de Ouagadougou est le cœur des activités économiques. La plupart des unités administratives ainsi que les centres de décisions stratégiques des entreprises s'y trouvent. En effet, cette région abrite à elle seule plus de 80% des entreprises formelles au Burkina Faso. La région des Hauts Bassins,

avec Bobo Dioulasso, la capitale économique du pays, se place en seconde position des régions les plus peuplées en unités économiques. Cependant, elle n'enregistre que 11% de l'ensemble des unités entreprises formelles actives.

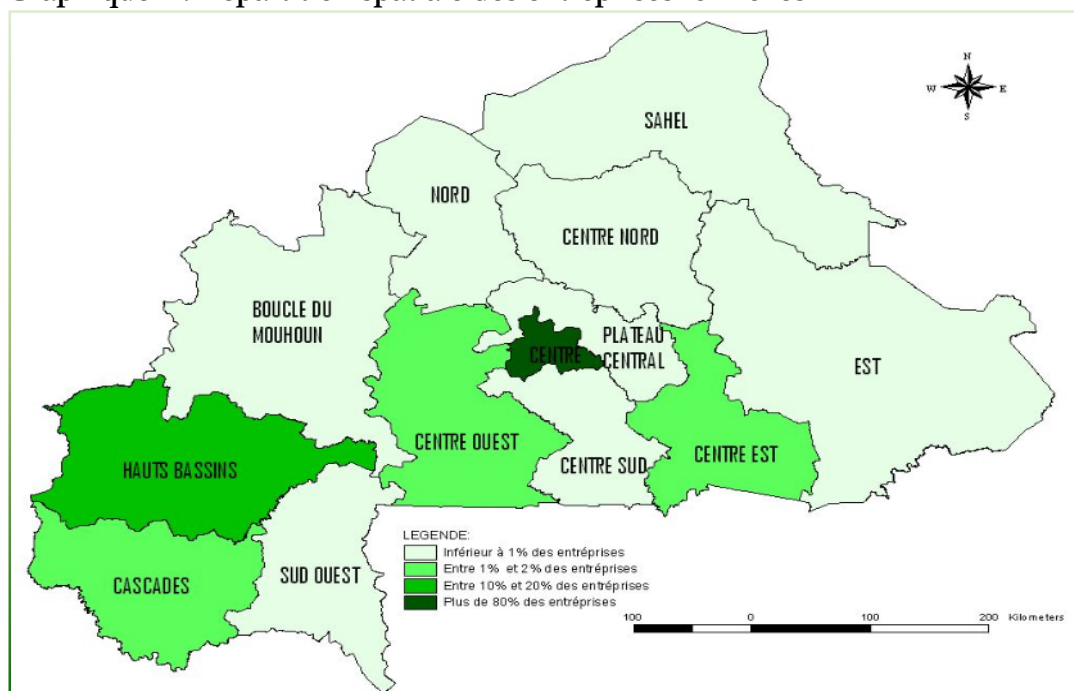
Tableau 1 : Répartition spatiale des entreprises formelles

Région	Nombre	pourcentage
CENTRE	4810	82,6
HAUTS-BASSINS	629	10,8
CENTRE EST	78	1,3
CENTRE OUEST	76	1,3
CASCADES	67	1,2
CENTRE NORD	39	0,7
NORD	37	0,6
EST	13	0,2
Autre	77	1,3
Total	5826	100,0

Source : RSE

Toutefois, l'analyse doit être approfondie et se focaliser sur l'existence d'éventuelles représentations de ces unités économiques dans les différentes régions du Burkina Faso. Cela pourra se faire à travers la localisation des établissements de ces entreprises.

Graphique 2 : Répartition spatiale des entreprises formelles



Source : RSE

3. Statut juridique

La personnalité juridique de l'entreprise permet de définir le pouvoir que détiennent les personnes privées ayant apporté leurs capitaux à l'entreprise et le niveau de risque qu'elles encourent. La moitié des entreprises formelles burkinabè en 2010 sont des entreprises individuelles (ou personnes physiques). Ces entreprises ne distinguent pas leur patrimoine de celui du propriétaire. Ce statut accroît donc la vulnérabilité de l'entrepreneur en cas de faillite de l'entreprise. A côté des entreprises individuelles se trouvent les sociétés anonymes à responsabilité limitée (SARL) qui représentent 34% des entreprises formelles actives. Il s'agit de la forme juridique adaptée aux petites et moyennes entreprises (PME) car elle offre des coûts de fonctionnement réduits et présente l'avantage de limiter la responsabilité des associés à leurs apports respectifs.

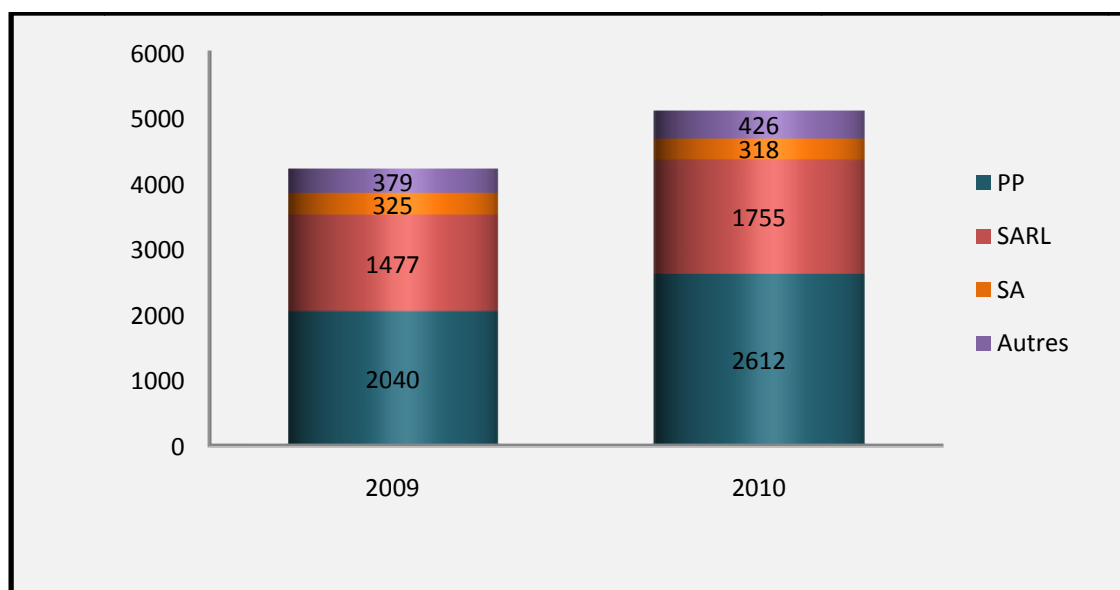
Tableau 2 : Répartition des entreprises par statut juridique

Statut juridique	Nombre	Pourcentage
Personne Physique	2612	51,1
SARL	1755	34,3
SA	318	6,2
Sociétés d'Etat	13	0,3
SUCCURSALE	11	0,2
SCP	6	0,1
SP	3	0,1
SEM	3	0,1
Autres	390	7,6
Total	5111	100

Source : RSE

L'analyse de la structure des entreprises suivant le statut juridique montre que la proportion des SARL a baissé de 1 point en 2010 comparativement à 2009, passant de 35,3% à 34,3%. La proportion des entreprises individuelles est toujours la plus importante.

Graphique 3 : Répartition des entreprises par statut juridique en 2009 et 2010

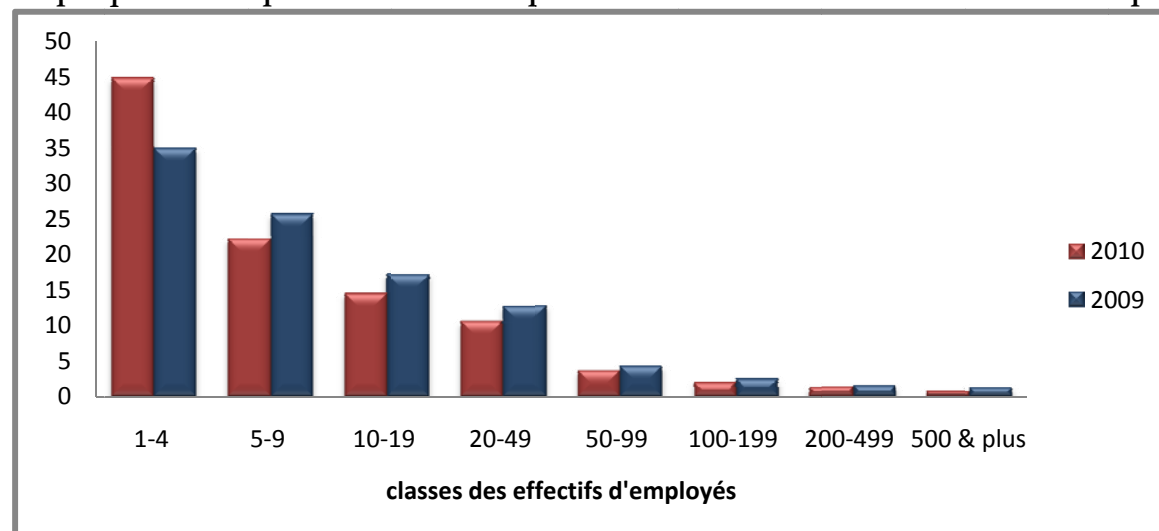


Source : RSE

4. Emplois dans les entreprises

La problématique de l'emploi est de nos jours l'une des grandes préoccupations mondiales et principalement du continent africain. Au Burkina Faso, le secteur privé est la source principale de création d'emploi étant donné les capacités limitées du Gouvernement à générer des emplois en nombre et en qualité suffisantes à même de satisfaire tous les demandeurs. De même, pour accéder à des emplois décents, le secteur privé formel sera de plus en plus visé par les nouveaux diplômés.

Graphique 4 : Répartition des entreprises selon les classes des effectifs d'employés



Source : RSE

En 2010, deux entreprises sur trois ont employé chacune moins de 10 personnes. Cette forte proportion pourrait s'expliquer par le fait que la plupart des entreprises formelles sont des entreprises individuelles pour lesquelles la déclaration de l'emploi n'est pas toujours systématique.

La proportion des entreprises ayant plus de 500 employés n'a pas varié depuis 2008 et représente seulement 1% de l'ensemble. Pourtant, la part des entreprises ayant employé entre 10 et 50 personnes a relativement baissé passant de 30% en 2009 à 25% en 2010.

5. Activités économiques

Les activités économiques se concentrent autour de cinq principales branches d'activités représentant 86% des entreprises actives en 2010. Environ 37% des entreprises formelles sont des entreprises de « Commerce; réparation de véhicules automobiles et d'articles domestiques ». Le faible niveau d'investissement initial et la faiblesse relative des coûts de fonctionnement pourraient expliquer cette situation. Cette branche d'activité a perdu 1 point par rapport à l'année 2009.

Après le commerce, viennent les activités d'«Immobilier, locations et services aux entreprises» (16%) et celles de « construction » (14%), comme en 2009. Le nombre important d'entreprises dans ces domaines pourrait s'expliquer par l'urbanisation croissante des 2 plus grandes villes du pays qui accueillent la grande majorité des entreprises formelles. L'accroissement de la demande en bâtiments et travaux publics ainsi qu'en services de logement en effet des éléments d'explication de l'importance des entreprises œuvrant dans cette branche d'activité.

Tableau 3 : Répartition des entreprises par branches d'activités

Branche d'activités	Nombre	Pourcentage
Commerce ; réparation de véhicules automobiles et d'articles domestiques	2 150	36,9
Immobilier, locations et services aux entreprises	931	16,0
Construction	825	14,2
Hôtels et restaurants	501	8,6
Activités de fabrication	492	8,4
Transports, activités des auxiliaires de transport et communications	317	5,4
Autres branches	610	10,5
Total	5 826	100

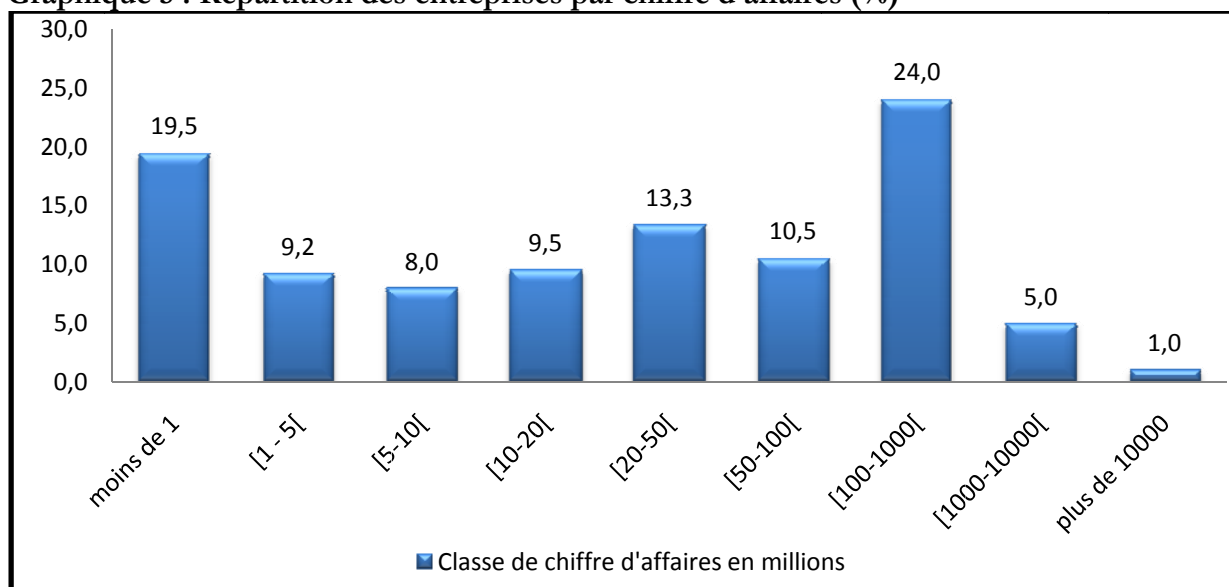
Source : RSE

6. Poids des entreprises et secteurs d'activités

Le chiffre d'affaires est l'un des indicateurs utilisés pour apprécier la dimension d'une entreprise. L'analyse de cet indicateur montre que seulement 6% des entreprises formelles ont un chiffre d'affaires supérieur à 1 milliard de FCFA, soit en baisse de 2 points par rapport à l'année 2009. Les entreprises dont le volume d'affaires se chiffre entre 100 millions et 1 milliard sont les plus nombreuses et représentent une proportion de 24% de

l'ensemble des entreprises répertoriées. Cette proportion est en baisse de 10 points par rapport à l'année 2009.

Graphique 5 : Répartition des entreprises par chiffre d'affaires (%)



Source: RSE

La ventilation du chiffre d'affaires par branche d'activités indique qu'en moyenne c'est encore l'activité d' « Egrenage du coton » qui génère le plus important chiffre d'affaires avec un montant de plus de 76 milliards de FCFA. Cette moyenne est en légère baisse par rapport à sa valeur en 2009 (77 milliards). Cette branche regroupe les trois grandes sociétés cotonnières du pays.

Tableau 4 : Chiffre d'affaires moyen par branche d'activités (en millions)

Branche d'activités	Chiffre d'affaire moyen
Egrainage du coton	76 463
Activités extractives	15 110
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	9 462
Transports, activités des auxiliaires de transport et communications	1 171
Activités de fabrication	992
Commerce ; réparation de véhicules automobiles et d'articles domestiques	825
Activités à caractère collectif ou personnel	606
Activités d'administration publique	429
Construction	408
Activités financières	266
Immobilier, locations et services aux entreprises	161
Activités de santé et d'action sociale	121
Hôtels et restaurants	91
Éducation	89
Agriculture, chasse et sylviculture	60

Source : RSE

Les industries extractives suivent en seconde position. Elles ont connu une plus forte expansion, comparativement à l'année 2009. En effet, leur chiffre d'affaires moyen est passé de 3 milliards de FCFA en 2009 à 15 milliards en 2010.

7. Top 20 des entreprises en termes de chiffre d'affaires

En 2010, les 20 entreprises formelles les plus importantes en termes de chiffre d'affaires exercent principalement dans le domaine des hydrocarbures, des mines, de la télécommunication et de la brasserie. Tout comme en 2008 et 2009, la plus importante reste SONABHY, qui est l'une des quatre (4) entreprises de ce top exerçant dans le commerce des hydrocarbures. La présence dans ce top 20 de cinq (5) compagnies exerçant dans l'extraction minière témoigne de l'importance que prend ce secteur dans l'économie burkinabè.

Aussi, la demande en électricité et en eau est également forte et justifie amplement la présence de la nationale d'électricité et celle de l'eau dans ce top 20

Tableau 5 : Top 20 des entreprises en termes de chiffre d'affaires

N° ordre	Entreprise
1	SOCIETE NATIONALE BURKINABE D'HYDROCARBURES
2	SOCIETE BURKINABE DES FIBRES TEXTILES
3	TOTAL BURKINA SA
4	SEMAFO BURKINA FASO
5	SOCIETE NATIONALE D'ELECTRICITE DU BURKINA
6	SOCIETE DES MINES DE TAPARKO
7	ESSAKANE-SA
8	TELECOMMUNICATIONS MOBILES DU BURKINA
9	STE DISTRIBUTION DE BOISSONS
10	BURKINA & SHELL
11	DIAMOND CEMENT BURKINA SA
12	CELTEL BURKINA
13	BRASSERIES DU BURKINA FASO
14	BURKINA MINING COMPANY SA
15	OFFICE NATIONAL DES TELECOMMUNICATIONS
16	KALSAKA MINING
17	COMPAGNIE SAHELIENNE D'ENTREPRISES (CSE) BURKINA
18	LA PETROLIERE DU FASO
19	MANUFACTURE BURKINABE DE CIGARETTES
20	TELECEL FASO

Source : RSE

8. Top 20 des entreprises en termes d'employés

Le classement 2010 des entreprises en termes d'emplois garde les mêmes tendances que les années précédentes. En effet, tout comme en 2009, la SOFITEX garde la première place suivi d'ESSAKANE-SA, et de la Société nationale burkinabè d'électricité (SONABEL).

En plus de ces sociétés, les entreprises de gardiennage, de poste et télécommunication emploient un nombre important de travailleurs. Cependant, beaucoup d'emplois pourvus dans ces secteurs d'activité sont temporaires ou saisonniers.

Tableau 6 : Top 20 des entreprises en termes d'employés

N° ordre	ENTREPRISES
1	SOCIETE BURKINABE DES FIBRES TEXTILES
2	ESSAKANE-SA
3	SOCIETE NATIONALE D'ELECTRICITE DU BURKINA
4	SITARAIL
5	ANATRANS SARL
6	LUDIC LYDIA BURKINA SA
7	OFFICE NATIONAL DES TELECOMMUNICATIONS
8	NOUVELLE SOCIETE SUCRIERE DE LA COMOE
9	SOCIETE FADOUL TECHNIBOIS
10	DE SARTO PROTECTION
11	SOCIETE NATIONALE DES POSTES
12	OFFICE NATIONAL DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT
13	SOCIETE DES MINES DE TAPARKO
14	SERVICES UNIVERSELS
15	SOCIETE GENERALE DE SECURITE
16	DIFFUSION IND. AUTOMOBILE ET COMMERCIALE DU FASO(DIACFA)
17	ZABRE BOUREIMA
18	SOCIETE DE GARDIENNAGE SOGASSI
19	DE SIMONE BURKINA FASO
20	BANLAW AFRIQUE SARL

Source : RSE

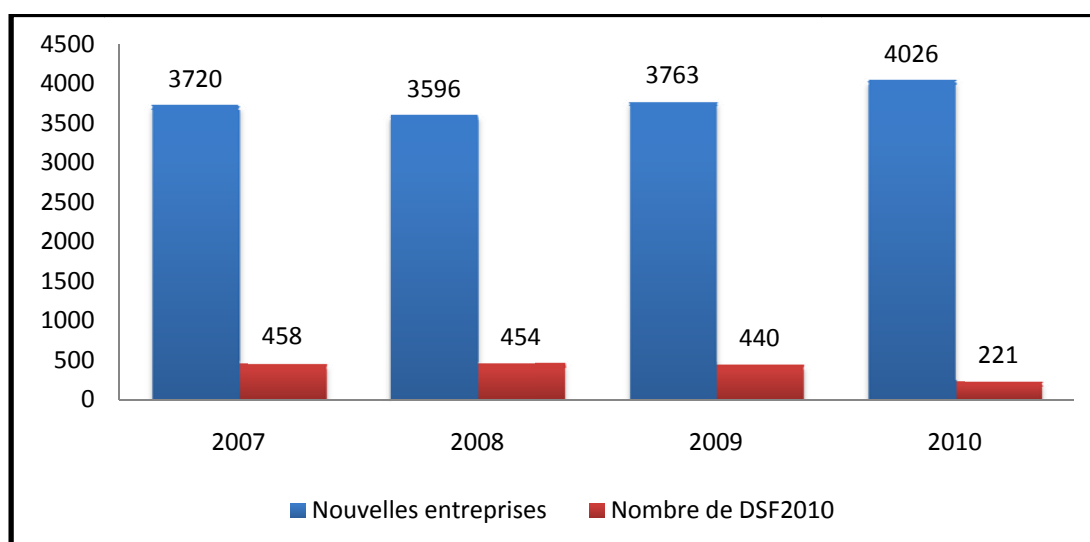
Ces 20 entreprises emploient au total 23 452 personnes, aussi bien des temporaires que des permanents, nationaux ou expatriés.

9. Dynamique de création d'entreprises

Le Burkina Faso a entrepris de nombreuses réformes en vue de faciliter la formalisation et la création des entreprises. Ces efforts ont permis au pays de se classer au rang de 153^e des pays réformateurs sur les 185 pris en compte dans le rapport « Doing business » de l'année 2013.

Pour l'année 2010, plus de 4000 créations d'entreprises ont été enregistrées. Ces créations concernent aussi bien les créations pures d'entreprises ou d'établissements que les modifications de structures notamment les changements de statut juridique. Cependant, il le gap important entre le nombre d'entreprises créées et le nombre d'entreprises qui exercent effectivement une activité économique observé en 2009 persiste. Pour les entreprises créées en 2010, seulement 5% ont effectivement exercé une activité économique au Burkina Faso. Ce faible taux s'expliquerait aussi par le fait que les entreprises créées au cours d'une année donnée, déposent généralement leur premier bilan à la fin de l'année suivante. Ainsi, 12% des entreprises créées en 2009 ont effectivement exercé en 2010.

Tableau 7 : Evolutions comparées du nombre d'entreprises créées et des déclarations d'activités



Source : RSE

Par ailleurs, le suivi de la démographie des entreprises concerne aussi les entreprises qui ont cessé toutes activités économiques. On dénombre 390 entreprises qui n'ont pas fait de déclaration de statistiques fiscales depuis 2007.

Cependant, force est de reconnaître qu'il est assez difficile de dire avec certitude que ces entreprises ont affectivement arrêté toutes activités car les coûts liés à la fermeture d'une entreprise ne sont pas de nature à inciter les promoteurs à arrêter totalement leurs activités. Des investigations plus poussées, telles les enquêtes de balayage annuelles pourraient aider à répondre à ces questions.

Conclusion

En 2010 la structure des entreprises n'a pas varié par rapport à 2009. Les entreprises formelles du monde des affaires burkinabè les plus importantes numériquement exercent dans le Commerce, l'Immobilier et la Construction. Les entreprises individuelles sont les plus nombreuses, suivi de loin par les Société anonymes à responsabilité limitée (SARL). Les autres formes juridiques sont encore très faiblement représentées.

Les entreprises minières, encore peu nombreuses à exercer l'activité d'extraction de minerais, sont de plus en plus représentées parmi les entreprises les plus importantes tant du point de vue du chiffre d'affaire généré que des emplois pourvus en leur sein, tout type de contrats confondus. Elles occupent le 2^e rang en termes de chiffre d'affaires moyen le plus important derrière les entreprises de distribution d'hydrocarbures.

Aussi, comme en 2009, les activités qui comptent le plus d'employés au Burkina Faso sont l'égrenage de coton, la fabrication du sucre, les services de gardiennage. Les activités extractives se sont invitées en 2010 parmi les grandes consommatrices d'employés.

Enfin, la faible diversification de l'économie est encore constatée et le secteur primaire, pourtant grande source de création d'emploi et de richesses, est toujours peu modernisé. Le développement des pôles de croissance et la poursuite des politiques en matière d'irrigation, combinée avec la modernisation de l'agriculture et de l'élevage, pourraient contribuer à créer davantage de valeur au sein de l'économie nationale et juguler les problèmes liés à la forte polarisation géographique de l'activité économique au Burkina Faso.

Annexe 1 : Concepts et définitions

- L'entreprise

L'entreprise est une unité économique, juridiquement autonome, organisée pour produire des biens ou des services pour le marché.

- L'entreprise, unité légale

L'entreprise, unité légale est une personne juridique de droit public ou privé. Cette personne juridique peut être une personne morale (entreprise sociétaire) ou une personne physique (entreprise individuelle).

- L'unité locale ou établissement

Les unités locales ou établissements sont des unités de production géographiquement individualisées, mais juridiquement dépendantes de l'entreprise. Elles correspondent aux entreprises ou à des parties d'entreprises (ateliers, usines, magasins, bureaux, mines, entrepôts, etc.) où sont généralement exercées des activités économiques.

- Groupe d'entreprises, groupe d'entreprises multinationales

Le groupe d'entreprises est un ensemble d'entreprises sous contrôle d'une entreprise mère appelée «tête de groupe». Le groupe d'entreprises multinational est un groupe d'entreprises comptant au moins deux entreprises ou unités légales situées dans différents pays.

- Unité économique

Une unité économique est une unité qui produit des biens et services.

- Unité active, unité non active

Une unité est active au cours d'une période si elle produit effectivement des biens ou des services au cours de la période considérée. Par contre, une unité qui ne produit rien au cours d'une période est dite non active ou inactive économiquement.

- Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires représente le montant des affaires réalisées par l'entreprise avec les tiers dans l'exercice de son activité professionnelle normale et courante. Il correspond à la somme des ventes de marchandises, de produits fabriqués, des prestations de services et des produits des activités annexes. Il témoigne du volume d'affaires généré par l'activité courante de l'entreprise et permet ainsi d'en apprécier la dimension.

- Répertoire statistique d'entreprises

Un répertoire d'entreprises est la liste exhaustive des unités légales et de leurs unités locales qui exercent une activité économique sur le territoire national d'un pays. Il existe plusieurs types de répertoires d'entreprises (Répertoire administratif, Répertoire inter administratif, Répertoire statistique d'entreprises), mais ce qui nous concerne ici est le répertoire statistique d'entreprises. Ce dernier répond généralement aux besoins des statisticiens notamment en ce qui concerne l'échantillonnage et la coordination des enquêtes statistiques et d'autres études auprès des entreprises.

Annexe 2 : Branches d'activités de la NAEMA

Tableau 8: Branches d'activités de la nomenclature des activités des Etats membres d'AFRISTAT (NAEMA)

Section	libellé
A	Agriculture, chasse et sylviculture
B	Pêche, pisciculture, aquaculture
C	Activités extractives
D	Activités de fabrication
E	Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau
F	Construction
G	Commerce ; réparation de véhicules automobiles et d'articles domestiques
H	Hôtels et restaurants
I	Transports, activités des auxiliaires de transport et communications
J	Activités financières
K	Immobilier, locations et services aux entreprises
L	Activités d'administration publique
M	Éducation
N	Activités de santé et d'action sociale
O	Activités à caractère collectif ou personnel
P	Activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique
Q	Activités des organisations extraterritoriales

BURKINA FASO
Unité Progrès Justice

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

Secrétariat Général

Institut National de la Statistique et de la Démographie
(I.N.S.D.)

Avenue Pascal Zagré, Ouaga 2000, 01 BP 374 Ouagadougou 01
BURKINA FASO

Tel: (226) 50 47 80 51

Site Web: www.insd.bf

Email: insd@insd.bf ou insdbf@yahoo.fr

Directeur Général:

Directeur des Statistiques et des Synthèses Economiques:

Chef de Service des Statistiques de production :

Banza BAYA

Namaro YAGO

Placide Sankar SOME

Comité de Rédaction :

Tidiane OUEDRAOGO

Souleymane TRAORE

Mahamadi BALIMA

Ibrahima TRAORE

Harouna KOANDA

Wilfried B. ZONGO

Salou BANDE

Relecture :

Dansané OUEDRAOGO

Abdoul Aziz ILBOUDO